

*Initiatives ministérielles*

L'éducation est considérée comme le premier atout dans la vie. Je mets le gouvernement au défi de nous donner, au cours de ce débat, une preuve que le projet de loi C-20 a des répercussions positives sur notre système d'éducation au Canada, que ce soit au niveau postsecondaire, à des niveaux qui exigent des engagements concernant l'enseignement de l'anglais langue seconde ou à d'autres égards.

Le rapport traite ensuite de la dégradation des mesures sociales qui aident les familles canadiennes. En voulant combattre l'inflation avec des taux d'intérêt élevés, on augmente le nombre de chômeurs et d'entreprises en faillite. Le chômage est l'une des principales causes de la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Il frappe les familles plus durement que l'inflation.

En d'autres termes, la stratégie est axée sur les mauvais objectifs. Elle ne devrait pas être axée sur la lutte à l'inflation, mais bien sur le plein emploi. Tous les groupes au Canada le reconnaissent, sauf le gouvernement qui adopte une stratégie qui ne tient pas compte des besoins ni des désirs des Canadiens et qui est totalement contredite par tous les indices connus au pays.

Il suffit d'examiner des indices simples comme les résultats des sondages ou d'autres plus sérieux comme la population manifestant son mécontentement dans les rues pour comprendre que personne ne veut de ce gouvernement désormais.

L'abandon par le gouvernement d'un engagement fondamental à l'égard du plein emploi et d'un salaire minimum suffisant s'est accompagné, ces dernières années, d'une attaque en règle contre les programmes sociaux et d'une atteinte encore plus grave aux principes fondamentaux témoignant de la solidarité sociale qui a uni les Canadiens pendant des décennies.

Prenons l'exemple du salaire minimum. À l'heure actuelle, les salaires minimums des entreprises assujetties à la réglementation fédérale sont les plus bas au Canada. En réponse à une question posée à la Chambre par un député de notre parti, le ministre du Travail a répondu, il y a plusieurs mois, que c'était une préoccupation valable, qu'il s'en occupait et qu'il nous en donnerait des nouvelles sans tarder. Les travailleurs qui relèvent de l'administration fédérale, qui pense que 5 \$ l'heure constituent un bon salaire, attendent encore les bonnes nouvelles.

Il s'écoulera probablement une autre année avant que nous ayons un salaire minimum convenable pour les employés qui relèvent de l'administration fédérale parce que le gouvernement conservateur continue de dénier ses responsabilités à l'égard des familles. Oublions les

gens qui, pour quelque raison que ce soit, dépendent de l'aide sociale. Parlons des gens qui travaillent. Ils sont payés 5 \$ l'heure, et le gouvernement n'a pas une minute à leur consacrer. Après plusieurs années au pouvoir, il n'a pas encore prêté à reconnaître ce que c'est que de travailler 40 heures par semaine pour 200 \$. Le gouvernement agit mal quand il dit à ces travailleurs: «Nous songeons à augmenter votre salaire. Nous vous accordons peut-être une augmentation de 10c. ou 15c. l'heure.» Quand les Canadiens peuvent-ils penser que le gouvernement se préoccupe vraiment de leur bien-être? Jamais.

Ce rapport fait également ressortir la façon dont le gouvernement a transféré le fardeau fiscal aux personnes et aux familles à revenu faible et moyen. «Au Canada, l'effet global du régime fiscal est régressif à cause du fait qu'on allège le fardeau fiscal des sociétés pour alourdir celui des particuliers et à cause du recours excessif aux taxes à la consommation qui touchent le plus durement les familles à faible revenu.»

C'est vraiment une critique à l'endroit d'un gouvernement qui a parlé de réforme fiscale lorsqu'il est arrivé au pouvoir, qui a produit une série de budgets, mais qui n'a jamais rien fait à propos du transfert du fardeau fiscal aux familles à revenu moyen. Nous avons ensuite entendu que les députés conservateurs d'arrière-ban n'étaient pas contents. Ils veulent une réduction des impôts.

• (1630)

Bienvenue sur Terre. Où étiez-vous passés lorsque vos ministres élaboraient les budgets, ces six dernières années? Pourquoi n'avez-vous pas signalé le problème à ce moment-là, pourquoi n'avez-vous pas dit que les contribuables croulaient sous les impôts? Maintenant que c'est la crise et que les pauvres ont besoin d'aide, ceux-là même sur lesquels nous comptons pour faire tourner l'économie et assurer les rentrées fiscales disent qu'ils en ont plein le dos. Ils en ont soupé parce que vous avez tout bousillé et que le pays paie les pots cassés.

Voilà dans quel contexte le Comité des finances a étudié le projet de loi C-20. Avant de mettre un point final à mon aperçu général sur l'économie canadienne, je voudrais dire un mot sur les répercussions des mesures proposées par le gouvernement sur nos services de santé.

Je sais que le sujet a déjà été abordé, mais je voudrais le présenter sous un angle particulier. Winnipeg Harvest est l'une des nombreuses banques d'alimentation du Canada. Elle est en activité depuis des années et elle éprouve de temps à autre de telles difficultés à Winnipeg qu'elle manque de denrées. Nous sommes tous au courant des statistiques sur les banques d'alimentation. Le sujet re-